

Aux États membres et observateurs du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies

19 Juin 2023

Objet : Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU devrait réagir d'urgence aux incidences mondiales de décès, de torture et d'autres graves violations des droits humains aux frontières internationales

Excellences,

Nous soussignés groupes et organisations de la société civile souhaitons exprimer ici notre profonde préoccupation face aux politiques et pratiques de gouvernance des migrations qui entraînent des décès, des actes de torture et d'autres graves violations des droits humains aux frontières internationales et leurs alentours, et demander au Conseil des droits de l'homme de prendre les mesures appropriées en établissant un mécanisme de surveillance international indépendant en vue d'enquêter sur ces violations, notamment les causes profondes des violations dans la gouvernance de la migration internationale, et de contribuer à la responsabilisation et à la réparation pour les victimes et leurs familles.

Le Projet Migrants Disparus a enregistré 55 980 décès signalés de personnes migrantes dans le monde de 2014 à mai 2023. Ce nombre est largement considéré comme une sous-estimation importante. Dans certaines régions, les décès de migrants ont atteint des records. Souvent, ces décès ne font pas l'objet d'une véritable enquête.

Le Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme des migrants a exprimé à plusieurs reprises de sérieuses inquiétudes concernant les tactiques abusives et violentes de gouvernance aux frontières, qui comprennent des mesures d'état d'urgence, la légitimation des pratiques de refoulement et de retrait par l'introduction de lois et de décrets exécutifs gouvernementaux, des opérations de recherche et de sauvetage inadéquates dirigées par les États, ainsi que des obstacles imposés aux opérateurs de recherche et de sauvetage non étatiques.

Comme l'a en outre noté l'ancien Rapporteur spécial de l'ONU sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, bon nombre des politiques migratoires qui contribuent aux décès et à d'autres violations graves des droits des réfugiés et des migrants affectent de manière disproportionnée des personnes de certaines origines nationales, ethniques, raciales et groupes religieux. Dans de nombreux cas, ces politiques impliquent, ou sont fondées sur, un racisme structurel.

Les pratiques généralisées d'externalisation des contrôles migratoires par des pays majoritairement riches, qui cherchent à faire pression et à s'associer avec les pays d'origine et de transit pour empêcher les migrants et les demandeurs d'asile de quitter leur territoire et d'atteindre leurs frontières, contribuent également de manière significative aux décès, à la torture et à d'autres graves violations, en particulier à l'encontre d'individus/personnes de certaines origines nationales, ethnies, races ou religions, entravant leur droit de partir et de demander l'asile par des voies sûres et contraignant les personnes à des voyages dangereux.

Le rapport du Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants sur l'impact en matière de droits humains des renvois de migrants sur terre et en mer ([A/HRC/47/30](#)) documente un modèle mondial profondément préoccupant de violations courantes des droits humains aux frontières internationales, concluant :

La pratique des mesures de renvoi est très répandue et peut être observée sur la plupart des itinéraires de migration. Les mesures de renvoi sont la manifestation de préjugés bien ancrés à l'égard des migrants et témoignent d'un déni par les États de leurs obligations internationales de protéger les droits humains des migrants aux frontières internationales.[1]

L'ampleur des préoccupations et l'aggravation de la situation à la suite de ce rapport ont conduit le Rapporteur spécial à présenter un rapport de suivi sur les Violations des droits de l'homme aux frontières internationales : tendances, prévention et responsabilité ([A/HRC/50/31](#)), dans lequel il conclut :

[...] que les renvois constituent toujours de fait une politique générale dans beaucoup d'États et continuent d'entraver sérieusement la jouissance des droits de l'homme des migrants franchissant les frontières internationales. On ne connaît souvent pas tout l'éventail des violations ainsi commises car les États cherchent à nier ou à occulter les allégations d'exactions.[2]

Les deux rapports font écho au schéma des violations des droits humains aux frontières internationales sur lesquelles les précédents Hauts-Commissaires ont attiré à plusieurs reprises l'attention du Conseil des droits de l'homme. En septembre 2019, le Haut-Commissaire de l'époque a utilisé l'expression « mépris mortel » pour décrire l'utilisation de politiques et de pratiques qui mettent systématiquement en danger la vie et le bien-être des personnes, y compris des enfants. Le travail du Rapporteur spécial, du Haut-Commissaire et de leur Bureau, ainsi que de nombreuses organisations et groupes de la société civile soussignés, montre que ce schéma de violations et d'abus ne se limite pas à un corridor ou à une région.

La nature grave, systématique et généralisée des violations et des atteintes aux droits humains aux frontières internationales et aux alentours a été signalée au Conseil des droits de l'homme à plusieurs reprises dans les [rapports du Rapporteur spécial](#) et a incité plusieurs autres Procédures spéciales à axer leurs rapports sur la migration, notamment le [Rapporteur spécial sur la torture](#), le [Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme](#) (deux fois), l'[Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale](#), le [Rapporteur](#)

[spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires](#), et le [Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires](#). Malgré cela, de graves violations des droits humains se poursuivent sans relâche et en toute impunité.

Le Conseil des droits de l'homme a reconnu les orientations du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, notamment les [Principes et directives recommandés sur les droits de l'homme aux frontières internationales](#) et les [Principes et directives relatifs aux droits de l'homme des migrants en situation de vulnérabilité](#). Le Conseil des droits de l'homme a adopté une [Déclaration du Président du Conseil sur la protection des droits de l'homme des migrants en mer](#) (2014) et des résolutions sur les [migrants en transit](#) (2015), les [migrants et réfugiés en déplacements massifs](#) (2016) et les [situations de vulnérabilité](#) (2021). Le Conseil a également appelé les États à « [faire en sorte que les auteurs de violations des droits de l'homme aux frontières aient à répondre de leurs actes et que les victimes obtiennent réparation et d'adopter une approche fondée sur la justice raciale, notamment en adoptant des politiques visant à lutter contre le racisme structurel dans la gestion des flux migratoires internationaux](#) » (2022).

Malgré cela, de graves violations des droits humains se poursuivent sans relâche et en toute impunité.

Une réponse nouvelle et plus forte s'appuyant sur les travaux du Rapporteur spécial et les complétant est nécessaire.

À la lumière de l'ampleur, de la gravité et de la nature mondiale de ce manque de respect, de protection et de réalisation des droits humains de toutes les personnes, quel que soit leur statut migratoire, nous appelons vos gouvernements à assurer une réponse appropriée du Conseil des droits de l'homme en créant un mécanisme de surveillance international indépendant en vue d'entreprendre une enquête mondiale sur les décès, les disparitions forcées, la torture et les autres violations graves des droits humains subies par les personnes en transit à travers les frontières internationales, notamment à la suite de renvois et d'expulsions collectives, et afin de contribuer à la responsabilisation et à la réparation pour les victimes et leurs familles.

Ce mécanisme de surveillance indépendant contribuerait à la prévention de violations et à la l'obligation de rendre des comptes en rendant compte de ses conclusions et en fournissant des recommandations sur des mesures de suivi solides aux niveaux national, régional et international, notamment en s'attaquant aux causes profondes des violations et au rôle de la discrimination raciale dans la gestion des migrations internationales, afin d'assurer un recours aux victimes et de mettre fin à ces pratiques et au climat d'impunité entourant les graves violations des droits humains aux frontières et en transit.

Nous vous remercions de votre attention,

1. #MeRepresenta
2. ACCSS
3. aditus foundation

4. African Initiative of Women Human Rights Defenders
5. AfroDiccionario
6. Albergue Decanal Guadalupano
7. Àltera
8. AMMPO
9. Amnesty International
10. AMUMRA Asociacion Civil de Derechos Humanos Mujeres Unidas Migrantes y Refugiadas en Argentina
11. Apna Haq
12. Arizona Palestine Solidarity Alliance
13. Asamblea Abierta de Migrantes y Promigrantes de TARAPACA
14. Asia Pacific Mission for Migrants (APMM)
15. Asociación de Familiares de Migrantes Desaparecidos de Guatemala
16. Asociación Pop No'j
17. Association of Domestic workers (ADW)
18. Asylum Access México (AAMX) A.C.
19. BADIL Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights
20. BORDE
21. Border Violence Monitoring Network
22. Borderline Europe
23. Bridge EU
24. Buscando Desaparecidos México BUSCAME
25. Cairo Institute for Human Rights Studies
26. Care4Calais
27. CAREF - Comision Argentina para refugiados y migrantes
28. Casa de Atención a Desamparados, AC
29. CCAMYN Centro Comunitario de Atención al Migrante y Necesitado
30. Center for Conflict Management, Almaty
31. Center for Democracy in the Americas (CDA)
32. Center for legal aid - Voice in Bulgaria
33. Centre for Democracy and Development (CDD)
34. Centre for Women Human Rights Defenders in Africa
35. Centro de Atención a la Familia Migrante Indígena (CAFAMI)
36. Centro de Derechos Humanos Paso del Norte
37. Centro de Documentación en Derechos Humanos "Segundo Montes Mozo SJ" (CSMM)
38. Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS)
39. Centro de Justicia para la Paz y el Desarrollo A.C (CEPAD)
40. Centro Nacional de Comunicación Social A.C
41. Child Circle
42. Churches' Commission for Migrants in Europe (CCME)
43. Civil Society Action Committee
44. Climate Refugees
45. Coalición de Derechos Humanos
46. Colectivo Buscadoras Guanajuato

47. Colectivo Contra la Tortura y la Impunidad
48. Comision de Accion Social Menonita CASM
49. Comisión Internacional Coordinadora Nacional Inmigrantes Chile
50. Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos A.C.
(CMDPDH)
51. Comité de Derechos Humanos de Nuevo Laredo AC
52. Commonwealth Human Rights Initiative (CHRI)
53. CompassCollective (Grenzenlos - People in Motion e.V.)
54. Con Amor y Esperanza Hasta Encontrarles Puebla
55. Conectas Direitos Humanos
56. Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento (CODHES)
57. CONVIVE - Fundación Cepaim
58. Corporación Colectivo sin Fronteras - Chile
59. Corporación mujeres Afrodiaspóricas
60. CUT CHILE
61. Defence for Children International Greece
62. Dejusticia
63. Denise Nuño Lara
64. Domestic Caretakers Union in Taiwan
65. Educación contra el racismo A.C.
66. Emergency ONG Onlus
67. End Streamline Coalition
68. Equipo de Estudios Comunitarios y Acción Psicosocial (ECAP)
69. Equipo del Decenio Afrodescendiente - España
70. EuroMed Rights
71. European Network Against Racism
72. European Sex Workers Rights Alliance (ESWA)
73. Familias de Acapulco en busca de sus desaparecidos A.C
74. Fe y Alegría Venezuela
75. Forced To Flee
76. Franciscan Network for Migrants - USA
77. Franciscans International
78. Frente Nacional de Inmigrantes
79. Frontera con Justicia AC [Casa del Migrante Saltillo]
80. Fundación Construir
81. Fundación para la Justicia y el Estado Democrático de Derecho (FJEDD)
82. Global Alliance against Traffic in Women
83. Global Migrant Workers Network
84. Greek Council for Refugees (GCR)
85. Groundation
86. Hawai'i Institute for Human Rights
87. Hermanas de San José de Lyon
88. HIAS
89. Hong Kong Federation of Asian Domestic Workers Unions

90. Huellas Ancestrales
91. Human Rights Watch
92. I Have Rights.
93. IHH Humanitarian Relief Foundation.
94. INQUEST
95. Instituto de Asuntos Culturales, España (IACE)
96. Instituto de Investigaciones Jurídicas
97. Instituto para las Mujeres en la Migración, AC.
98. International Bar Association's Human Rights Institute (IBAHRI)
99. International Catholic Migration Commission (ICMC)
100. International Commission of Jurists
101. International Council of Voluntary Agencies (ICVA)
102. International Domestic Workers Federation
103. International Federation for Human Rights (FIDH)
104. International Federation of Medical Students' Associations (IFMSA)
105. International Fellowship of Reconciliation
106. International Service for Human Rights (ISHR)
107. INTERSOS
108. Irídia – Center for the defense of Human Rights
109. Ivorian Community of Greece
110. Jesuit Refugee Service
111. JRS (Jesuit Refugee Service) Belgium
112. JRS (Jesuit Refugee Service) Portugal
113. Junax Ko'tantik
114. Justicia y dignidad Cordoba-Orizaba
115. Justicia y dignidad Veracruz
116. Kanlungan Filipino Consortium
117. Kids in Need of Defense (KIND)
118. KISA - Equality, Support, Antiracism
119. Latinas en Poder
120. Legal Center Lesbos
121. Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme
122. Louise Michel
123. Lutheran World Federation (LWF)
124. Magistrada Ya
125. Mesa Nacional para las Migraciones en Guatemala (MENAMIG)
126. Mexiro A.C.
127. Migrant Voice
128. Migrant Women Association Malta
129. Migrants' Rights Network
130. Migration Youth & Children Platform
131. Minority Rights Group International (MRG)
132. MIREDES Internacional
133. Mixed Migration Centre

134. Mobile Info Team
135. Modeteab
136. Move Coalition
137. Movimiento Socio Cultural de trabajadores haitianos' (MOSCTHA)
138. National Advocacy Center of the Sisters of the Good Shepherd
139. National Domestic Women's Workers Union
140. National Federation of Technical and Industrial Workers (Bangladesh)
141. National Network for Immigrant and Refugee Rights
142. Observatorio Ciudadano
143. Observatorio Nacional Ciudadano de Seguridad, Justicia y Legalidad (ONC)
144. OCDIH
145. ONG Jeunesse-Enfance-Migration-Developpement (JMED)
146. ONG Marq'ay
147. Oxfam México
148. PICUM (Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants)
149. Politics4Her
150. Poverty Elimination and Community Education (PEACE) Foundation
151. PROTECT Union
152. Public Services International
153. Quaker Asylum and Refugee Network - QARN
154. Quaker Council for European Affairs
155. Quaker United Nations Office
156. Quakers in Britain
157. r42-SailAndRescue
158. Rastreadoras por La Paz de Sinaloa
159. Red Franciscana para Migrantes
160. Red Franciscana para Migrantes, Colombia
161. Red Jesuíta con Migrantes - Latinoamérica y el Caribe (RJM-LAC)
162. Rede de Mulheres Negras de Pernambuco
163. Refugee Legal Support
164. Refugee Social Services
165. Refugee Welfare Association of Cameroon (REWAC)
166. Refugees Seeking Equal Access at the Table (R-SEAT)
167. Reseau Migration Développement Droits Humains (REMIDDH)
168. ResqShip
169. Scalabrini International Migration Network (SIMN)
170. Sdružení pro integraci a migraci / Association for Integracion and Migration
171. Sea-Watch
172. Servicio Jesuita a Migrantes, Argentina-Uruguay
173. Servicio Jesuita a Refugiados (JRS) México
174. Sexual Rights Initiative
175. Sin Fronteras IAP
176. Sisters of St. Joseph of Lyon - Maine
177. Soy Mireya Peart. De scuetdo con la propuesta

178. SplitSeed Productions
179. Stolen Dreams
180. Terre des Hommes International Federation
181. The Civic Coalition for Palestinian Rights in Jerusalem
182. The Inter African Committee in Norway (IAC Norway)
183. The International Institute on Race, Equality and Human Rights
184. The Legal Resources Centre
185. Transitional Justice Institute, Ulster University
186. Uniendo Cristales A.C.
187. Unitarian Universalist Service Committee
188. United Domestic Workers of the Philippines (UNITED)
189. Universidad de la Tierra en Puebla, AC
190. Voces Mesoamericanas, Acción con Pueblos Migrantes A.C.
191. Volunteers for Prison Inmates (VPI) Cameroon
192. Women in Migration Network (WIMN)
193. Women's International League for Peace and Freedom (WILPF)
194. World Uyghur Congress

[1] Rapport sur les moyens de répondre aux conséquences pour les droits de l'homme des mesures de renvoi de migrants sur terre et en mer - Rapport du Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants, A/HRC/47/30, Résumé

[2] Violations des droits de l'homme aux frontières internationales : tendances, prévention et responsabilité - Rapport du Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants A/HRC/50/31, para. 70